



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan de relance annoncé par le Gouvernement, le 3 septembre 2020, cible trois grands objectifs concernant le secteur agricole et alimentaire :

- Reconquérir la souveraineté alimentaire ;
- Accélérer la transition agroécologique au service d'une alimentation saine, durable et locale pour tous les Français ;
- Accompagner l'agriculture et la forêt françaises dans l'adaptation au changement climatique.

Les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont des instruments clefs pour développer la résilience alimentaire des territoires. Aussi, le plan France Relance prévoit de renforcer les actions territoriales en faveur d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous, par le soutien au développement des PAT.

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre depuis 2015 une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A). La P2A se donne pour objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire, par la relocalisation d'une production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi que le déploiement de réseaux de distribution permettant de nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...).

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu en 2021, pour la deuxième fois, la reconnaissance ministérielle de PAT pour la P2A. En tant qu'animateur de PAT, elle a ainsi coordonné la préparation d'une candidature partenariale au Plan de Relance pour accélérer la mise en œuvre de la P2A sur le territoire. Lauréat du Plan de Relance, le programme dont le montant prévisionnel total s'élève à 1 532 000 € a obtenu une aide de l'Etat de 729 000 € répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi le porteur du programme d'actions global et de certaines actions en propre, tandis que d'autres actions sont mises en œuvre directement par les partenaires. De manière synthétique, dans le dossier approuvé par la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) :

- 4 projets et 3 recrutements portés par la Métropole dont le montant s'élève à 761 000 € sont financés dans le cadre du plan de relance, et reçoivent une subvention de la DRAAF de 359 000 €, le reste étant à la charge de la Métropole. La Métropole s'est également engagée à recruter un poste administratif à mi-temps pendant 2 ans pour la gestion administrative du plan de relance ;
- 21 actions portées par les communes et partenaires dont le montant s'élève à 771 000 € sont financées dans le cadre du plan de relance, et reçoivent une subvention de la DRAAF de 370 000 €, le reste étant autofinancé par les porteurs de projets ou cofinancé.

Montpellier Méditerranée Métropole reçoit l'ensemble de la subvention de l'Etat et reverse aux partenaires bénéficiaires les montants qui leur ont été alloués. Le versement de la subvention de l'Etat à la Métropole fait l'objet d'une convention d'attribution de subvention par l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole. Le reversement aux partenaires bénéficiaires sera tributaire de la signature d'une convention de reversement par la Métropole de la subvention de l'Etat aux partenaires, dont il est proposé un modèle type.

En plus du plan de relance, la Métropole souhaite fournir un appui supplémentaire à la mise en œuvre de certains projets particulièrement stratégiques pour le territoire, en leur attribuant une subvention spécifique à hauteur de 84 000 € prévus sur 2 ans, dont 42 000 € sur 2022. L'attribution des subventions correspondantes fait l'objet de conventions d'attribution.

Des ajustements des actions et des montages financiers pourront être réalisés à la marge, et feront alors l'objet d'avenants aux conventions.

Un Comité de Suivi du plan de Relance (COSUR) sera mis en place et se réunira deux fois par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention par l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention type de reversement par la Métropole de la subvention de l'Etat aux partenaires ;
- De décider de l'affectation des subventions supplémentaires, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution de subventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-183331-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste_actions
- Convention relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique de l'« offre alimentaire »
- Convention de reversement de l'aide de l'Etat (générique), en vue du financement de l'action ou des actions portées par le partenaire dans le cadre du Plan de Relance
- Convention d'attribution de la subvention complémentaire par la Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.